

De Wever, ultralibéral et aventurier cynique¹

Comme s'ils étaient hypnotisés par le personnage, il s'est trouvé récemment et dans toutes les régions du pays, des responsables politiques pour estimer que le mieux était encore de faire comme s'il n'existait pas. Ou tout au moins de l'ignorer autant que faire se pourra. Qui est visé ? Bart De Wever, bien sûr. Cet homme qui prétend jouer l'électron libre dans le – ou plutôt hors du - jeu politique traditionnel. « On » parle trop de lui ? « Cessons donc d'en parler ». Ainsi, le vice-Premier ministre Johan Vande Lanotte (SP.A) a-t-il « promis », « juré », à la fin janvier, de discuter de tout, sauf de la N-VA, jusqu'aux élections de l'an prochain. Libre à lui de tenter de tenir ce pari risqué. Une posture qui démontre surtout l'inquiétude qui a saisi les états-majors politiques face à l'irrésistible ascension du bourgmestre d'Anvers.

En Flandre, il y aurait même comme un vent de panique. D'après un sondage publié par *La Libre Belgique*, la N-VA frôle les 40% d'intentions de vote à un peu plus d'un an du triple scrutin (législatif, région et européen). Autant dire que « les autres » se partagent les restes : moins de 15 % pour le SP.A, 14 % pour le CD&V, 10 % pour l'Open VLD. Soit les trois partis flamands qui siègent au gouvernement fédéral. Eclairant. Le trublion De Wever rit sous cape. Si du moins il lui arrive de rire. Ces chiffres illustrent en tout cas la lassitude – et le mot est faible – d'une grande partie de l'opinion publique. La crise s'éternise et s'aggrave, les trains d'économies de succèdent en gare de l'austérité, le chômage augmente sans cesse, la pauvreté gagne du terrain, les partis de la majorité, déjà en campagne et faute de présenter un bulletin convaincant, se chamaillent. En Belgique aussi, la tentation du « basta così » monte en puissance.

« Alors que de nombreux citoyens et journalistes appellent la classe politique à laisser tomber la langue de bois, qui est sans doute le propre d'un parti au pouvoir, De Wever et son franc-parler qui fait mouche est certainement séduisant » résumait *La Dernière Heure* le 7 mars. De Wever qui, la veille et dans les mêmes colonnes, manifestait une fois de plus son aptitude à parler net et simple : « On voit bien que l'enjeu de 2014 sera en Flandre : pour ou contre la N-VA. Si on veut installer Di Rupo 2, il faudra faire un choix : la N-VA ou pas (...) L'enjeu est clair : ou bien les trois partis traditionnels flamands, avec éventuellement les écologistes, se mettent ensemble. Ou, alors, la N-VA sera incontournable. » Toute la stratégie du parti nationaliste était ainsi résumée : le N-VA est seule contre tous mais sera indispensable. Elle prétend donc offrir la seule véritable alternative à celles et ceux qui accumulent des strates de frustration.

La foule de ses ennemis

Par conséquent, M. De Wever se moque totalement que les « élites », tournées en dérision, parlent ou pas de lui. Il sait, ce froid calculateur qui se positionne « ailleurs », capter l'attention des médias, provoquer la polémique et comment occuper le terrain. Et son aire de jeu, c'est la Flandre, « sa » région à conquérir après la métropole scaldienne, la seconde étape de son cursus, la position à emporter pour, espère-t-il, imposer son agenda.

Et l'homme joue remarquablement de son présumé isolement. Ce « nationaliste froid », « mélancolique » et « pessimiste », qui n'a « pas d'assurance chez lui, sinon que la Belgique ne survivra pas », comme l'a décrit le PDG du Centre de recherche et d'information socio-politique (*Crisp*), Vincent de Coorebyter², cogne à tout-va. Cette rubrique serait trop courte pour donner une liste exhaustive de ceux qui, selon lui, corrodent l'idée qu'il se fait de la nation flamande en devenir. En vrac : les intellectuels supposés insensibles au sort de la mère-patrie ; les journalistes qu'il accuse de le diaboliser ; les immigrés priés de s'assimiler au plus vite en apprenant la langue de Vondel (« Avec la carotte si l'on peut, avec le bâton s'il le faut » pour reprendre une de ses sorties). La gauche, PS en tête, hégémonique en Wallonie et coupable, dans le cadre belge, de voler l'or des Flamands. Le CDH, faire valoir des « rouges », « un socialiste qui va à la messe (sic) » ; les Wallons, pompeurs de subsides publics ; les défenseurs d'une sécurité sociale fédérale et solidaire, sans laquelle « 44 % des Belges vivraient dans la pauvreté », comme l'a rappelé la FGTB, qui pèse quelque 350 milliards et que De Wever veut scinder ;

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – mars 2013.

² « Chroniques d'un nationaliste désabusé ». *Le Soir* du 7 mars 2013.

Les syndicats, bien sûr, « et surtout les syndicats rouges (qui) jugent nécessaire de provoquer de graves dégâts économiques à notre pays (re-sic) »; le CD&V qui, face aux victoires successives de la N-VA, joue sa survie et que De Wever entend purifier de son aile gauche en déstabilisant l'ACW (pendant du Mouvement ouvrier chrétien au nord du pays) à travers l'affaire Dexia-Belfius pour renforcer son aile droite qu'il espère plus ouverte à son égard; le ministre-président flamand (CD&V), pourtant pas un progressiste, mais coupable, tout au moins pour l'heure, de ne pas (plus ?) prôner l'alignement sur la N-VA (« On lui a offert d'être la figure de proue (de son parti) en 2014 et, en échange, il a accepté une certaine loyauté à un futur gouvernement Di Rupo 2 » rôle De Wever). Quant au gouvernement actuel, n'est-il pas une sorte de village des « morts vivants (re-re-sic) » ?

Dérapiage contrôlé

Dans la panoplie de ceux qui peuplent ses cauchemars, on ajoutera les « assistés » sociaux, les musulmans, les sans papiers ou les sidéens. Tous ceux-là qui représenteraient un danger pour les valeurs de la mère Flandre fantasmée par De Wever. Et qu'il cible avec une malignité diabolique, comme en témoigne cet épisode. « Lorsqu'on se trouve au guichet de la ville d'Anvers la neutralité est imposée » a-t-il déclaré au *Standaard* début février. D'ailleurs, « toute forme de liberté d'expression a ses limites ». « Est-ce qu'une femme peut porter le foulard? Oui. Mais pas derrière un guichet. Un fonctionnaire communal ne peut pas non plus porter un T-shirt portant l'inscription 'Eigen volk eerst' (Notre peuple d'abord, le slogan du Vlaams Belang. NDLR). Je ne veux pas non plus qu'une personne portant un T-Shirt arc-en-ciel puisse être assise à un guichet. Parce qu'un homosexuel indique clairement, par cette symbolique, à quelle obédience il appartient. Et les autres personnes le reconnaissent. » Qu'y trouver à redire ?, d'autant que Bart De Wever insistait dans l'interview sur le fait qu'il n'a rien contre les homosexuels, « au contraire ». Or c'est là que ce chantre de l'impartialité a donné la mesure de sa démagogique duplicité avec ce perfide amalgame : « Un client de la ville d'Anvers n'a pas à savoir que le fonctionnaire au guichet est un musulman homosexuel qui vote pour le Vlaams Belang »... Un raccourci vertigineux mais éloquent. Un dérapage hasardeux ? Un discours mal contrôlé ? Pas le genre de la maison. De Wever n'est pas l'homme des boutades rigolardes qui, hélas, font florès au zinc des bistros, au sud comme au nord du pays. Il sait ce qu'il dit et sait à qui il s'adresse. Il n'a pas son pareil pour surfer sur les pulsions populistes qui se nourrissent d'une crise multiforme.

« Marketing politique »

C'est à ce pays définitivement gangréné, selon lui, par l'incompétence, le manque de courage et les jeux politiques, que Bart De Wever propose « sa » révolution. Bien ancrée à droite. Invité voici peu par la gentry qui fait les belles soirées du très huppé Cercle de Lorraine, il a rappelé ses convictions : « Il n'existe plus de démocratie belge, plus d'élite capable de diriger le pays pour conclure des accords défendables des deux côtés de la frontière. Dans ce pays, un parti comme le mien ne peut réaliser son programme. Les choix économiques ne sont pas ceux du PS. Moi, je veux réformer la sécurité sociale, booster la compétitivité, supprimer les prépensions³. »

Le chef du premier parti de Flandre rêve d'un confédéralisme qui fera du fédéral une « coquille vide ». Mais il ne veut pas effaroucher des électeurs qui, comme la nature, ont horreur du vide. « Il est évident qu'il n'y a pas aujourd'hui de base suffisante pour une Flandre indépendante. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de déficit démocratique, et cela nous devons le comprendre. C'est pourquoi, le confédéralisme nous semble la plus acceptable et la plus efficace des solutions », a déclaré Ben Weyts, le vice-président de la N-VA sans préciser davantage ce que son parti entend par là. Selon le *CRISP*, le confédéralisme est un « mode d'organisation politique associant plusieurs Etats indépendants qui gèrent certains de leurs intérêts en commun⁴. » Pour la N-VA, il s'agit là d'une « définition académique », d'un pis-aller qui, pour reprendre les termes de Rudy Demotte, le ministre-président wallon, lui permet de faire du « marketing politique ».

La N-VA veut se donner du temps mais n'abandonne pas la partie. « L'article 1^{er} des statuts de notre parti est quand même clair, non ? Bien évidemment que nous sommes séparatistes. Nous voulons une Flandre indépen-

³ « Votez MR et osez l'autonomie pour écarter le PS ». Cité dans *Le Soir* du 7 mars.

⁴ Voir le site www.vocabulairepolitique.be/confederalisme-3/

dante. Point. (...) Nous sommes pour une évolution, pas une révolution », a ainsi résumé Jan Peumans, le président du Parlement flamand.

Le relais du patronat

En attendant, c'est sur le terrain économique que la N-VA entend batailler. Au cercle de Lorraine, Bart de Wever a fait frémir de joie son auditoire en annonçant qu'en cas de victoire de son parti l'an prochain, il poursuivrait sa croisade conservatrice : « Ceux qui croient que je ne veux pas jouer de rôle au fédéral se trompent (...) Je veux faire les mêmes réformes que Schroeder en Allemagne. Je peux monter une majorité en Flandre pour faire ces choix. » Et pour les porter au niveau fédéral, il se cherche des partenaires au sud du pays : « Je serais heureux si les Wallons cessaient de voter pour le PS afin de redonner de l'autonomie à la Wallonie (...) cela m'aiderait beaucoup que vous encouragiez à voter pour le MR ». Comme il l'a dit dans *La Libre Belgique* : « Le vrai enjeu, c'est l'enjeu socio-économique ».

Une étude de l'ABVV (la FGTB flamande) a décortiqué en 2010 le programme du parti. Et note que « La N-VA prend le chemin d'une alliance visible avec le patronat flamand. Le Voka est mon 'véritable patron', laissait échapper le président de la N-VA, Bart De Wever, le 12 août 2010, pendant les négociations gouvernementales (...) La lecture du programme de la N-VA confirme toutefois que c'est très sérieux. » Effectivement. La N-VA souhaite ainsi scinder l'impôt des sociétés pour pouvoir en abaisser le taux, prône des horaires de travail et des salaires flexibles et l'allègement des procédures de licenciement. Elle propose de limiter dans le temps les allocations de chômage. Veut scinder la sécurité sociale et entamer sa privatisation.

« Il semble parfois que le parti a fait un « copier/coller » du programme de l'organisation patronale », conclut l'ABVV « Il y a ce que visent aussi bien le Voka que la N-VA avec une réforme de l'État : être enfin débarrassés de cette Wallonie socialiste afin que la Flandre puisse mener sans complexe une politique socio-économique plus à droite, à la mesure des employeurs⁵. »

La longue marche

C'est en 2001 que Bart de Wever fondait avec Geert Bourgeois, la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA, née de la défunte Volksunie, parti nationaliste flamand, qui a fait plusieurs fois partie du gouvernement belge. Lors des législatives de 2003, la N-VA obtient un seul siège (Geert Bourgeois, alors président du parti). Le Vlaams Blok en emportait 18.

Pour sortir de la marginalité, la N-VA s'allie au CD&V pour présenter une liste commune aux élections régionales de 2004. Le cartel devient la formation dominante du gouvernement de la région flamande. Yves Leterme, du CD&V, en est le président. La N-VA reçoit un ministère au gouvernement flamand. Bart de Wever est député au parlement flamand et devient président de la Nieuw-Vlaamse Alliantie.

En 2005, de Wever s'en prend aux transferts financiers de la Flandre vers la Wallonie. Un leitmotiv : « la Flandre est prête à une solidarité efficace, mais pas à des transferts sans fin et sans conditions. » L'année suivante, il entre au conseil communal de la ville d'Anvers.

En septembre 2008, réunie en congrès à Gand, la N-VA rompt son alliance avec le CD&V auquel il reproche de faire trop de concessions aux francophones. Aux régionales de juin, le parti obtient 16 députés et forme un gouvernement régional avec le CD&V et le SP.A. Dès lors, Bart De Wever travaille à façonner son image publique. Il multiplie les apparitions télévisées où il « fait son show » à coup de formules-chocs, servi par son aisance et un sens aigu de la répartie.

⁵ « La N-VA vue autrement. Ce que la N-VA nous réserve sur le plan socio-économique ». Une étude de l'ABVV disponible en français.

La stratégie de la N-VA lors des élections communales et provinciales d'octobre 2012 vise à la fois à asseoir sa présence communale et à tester son audience en vue des législatives de l'an prochain. Le succès est au rendez-vous. La N-VA réalise de forts beaux scores dans les grandes villes flamandes : 22,7 % à Ostende, 19,79 % à Bruges, 17 % à Gand, 16,3 % à Courtrai... A Anvers, elle triomphe avec 37,68 % et De Wever devient bourgmestre après la gestion socialiste. On se souvient de sa marche « impériale » hyper-médiatisée et de son show « césarien », bras levé, au balcon de l'hôtel de ville. « C'est un dimanche jaune et noir! » lance-t-il à la foule de ses sympathisants, « un point de non-retour dans l'histoire, la plus grande victoire électorale depuis la seconde guerre mondiale ». Pas moins. « Préparez avec nous la réforme confédérale. Prenez vos responsabilités ! », clame-t-il, sous les acclamations, à destination des partis francophones. On doit noter l'apport massif des voix d'extrême-droite à Anvers. Le Vlaams Belang passe de 33,51 % à 10,18 %.

Fin tacticien, De Wever a choisi d'esquiver autant que faire se peut la question de la scission du pays. Il veut ratisser large et sait prendre le pouls de l'opinion flamande, loin d'être acquise à ce discours ultra. Il parie que l'histoire lui donnera raison. En juin 2010, il se montrait clair à cet égard : « Mon objectif est que la Belgique disparaisse sans que personne ne s'en aperçoive. Avec la Flandre et la Wallonie, nous avons déjà deux Etats qui fonctionnent avec chacun son Parlement et son gouvernement. A Bruxelles, le Premier ministre ne préside plus qu'une vaine conférence diplomatique. Il faut laisser le processus aller jusqu'à son terme. » C'était à la veille d'élections anticipées. Mais De Wever, cet homme qui se veut l'ennemi n° 1 de l'« establishment » tout en y jouant sa partition avec une formidable finasserie, n'est-il pas en permanence en campagne électorale ?